

→ EN BREF

→ PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les baladeurs numériques échappent encore à la redevance

Les baladeurs numériques MP3, les enregistreurs iPod et les autres magnétoscopes ne peuvent toujours pas être taxés sur la propriété intellectuelle: le Tribunal fédéral a prolongé l'effet suspensif d'un recours contre la nouvelle redevance. – (ats)

→ MÉDIAS

L'ère de la télévision numérique débute dans le canton du Tessin

L'ère de la télévision numérique terrestre (TNT) a débuté lundi au Tessin. Cette région est la première de Suisse dans laquelle la SSR SRG idée suisse désactive le signal analogique. – (ats)

→ POLITIQUE SOCIALE

Jura: plus d'allocations familiales aux gens sans activité lucrative

Les Jurassiens qui n'ont pas d'activité lucrative ne recevront plus d'allocations familiales dès le 1er août. Saisie d'un recours, la Cour constitutionnelle ne suspendra pas les effets de l'ordonnance du gouvernement durant l'examen de sa validité. La Cour constitutionnelle devrait se prononcer sur la validité de cette ordonnance urgente en août ou en septembre. Si l'ordonnance devait être invalidée, les personnes concernées toucheraient ultérieurement les allocations familiales dont elles auraient dû bénéficier. La justice a ainsi rejeté une demande du groupe parlementaire CS-POP (Combat socialiste - Parti ouvrier populaire) souhaitant que cette ordonnance ne déploie aucun effet tant que sa conformité avec la constitution n'aura pas été réglée. – (ats)

→ DIPLOMATIE

Désaccord total au début des négociations sur le Kosovo

Des négociations directes sur le statut final du Kosovo, engagées lundi à Vienne par les plus hauts responsables serbes et albanais, n'ont pas abouti. L'envoyé spécial de l'ONU, Martti Ahtissari, a laissé entrevoir un long chemin. – (ats)

→ IMMIGRATION

La France va régulariser 6000 clandestins selon Sarkozy

La France va régulariser quelque 6000 clandestins, soit moins d'un tiers des demandes déposées par des étrangers sans papiers ayant des enfants scolarisés. Ce chiffre a été annoncé officiellement hier par le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy. – (ats)

→ SANTÉ

L'UE financera des recherches sur les cellules souches

Malgré l'opposition farouche de certains Etats membres, l'UE a approuvé hier le financement de recherches très encadrées sur les cellules souches, permettant l'adoption du nouveau programme de recherche européen de 50 milliards d'euros pour les sept prochaines années. Le 7e programme-cadre pour la recherche et le développement, doté de 50,4 milliards d'euros pour la période 2007-2013, butait jusqu'ici sur l'hostilité de trop nombreux Etats membres, dont la Pologne, à des travaux pourtant jugés nécessaires aux progrès dans la lutte contre certaines maladies. Mais après des discussions difficiles, les ministres sont parvenus à un accord, l'Allemagne, l'Italie, la Slovaquie et le Luxembourg acceptant finalement le compromis proposé. – (afp)

→ ENTRETIEN

L'affaire Ioukos a signalé le retour des vieux démons de l'autocratie russe

Robert Amsterdam, avocat de Mikhail Khodorkovsky, dénonce la prédominance du pouvoir et de l'arbitraire du Kremlin sur la logique du marché.

PROPOS RECUEILLIS PAR
JAN MAREJKO

Qui ne connaît, dans le monde des affaires, l'expression de chevalier blanc? Malheureusement, nous n'avons pas d'expression semblable pour désigner un avocat déterminé à défendre un acteur économique qui tombe dans les griffes d'un pouvoir arbitraire. Le plus célèbre de ces cas est celui de Khodorkovsky, ancien Président de Ioukos, aujourd'hui emprisonné au terme d'un procès bidon et défendu farouchement par Robert Amsterdam qui répond ici aux questions de L'Agefi.

→ **Après tout, si Mikhail Khodorkovsky n'a pas payé les impôts que sa société devait à l'État russe, n'est-il pas normal qu'il soit mis en prison?**

Robert Amsterdam: une incarcération vient au terme d'un procès en bonne et due forme durant lequel, jusqu'au jugement, l'inculpé est considéré innocent. Or, rien de tel ne s'est passé avec Mikhail Khodorkovsky. Sa condamnation relève du plus

pur arbitraire et d'une volonté, de la part du Kremlin, d'asseoir son pouvoir sur de grandes compagnies au mépris des lois du marché.

→ **Même dans les Etats de droit, il y a des affaires louches où la puissance publique œuvre en coulisse pour défendre ses intérêts.**

Oui, mais cela ne menace pas la séparation des pouvoirs et les coupables savent qu'ils sont ou vont être poursuivis. Tandis qu'en Russie, l'affaire Khodorkovsky signale un tournant crucial dans l'attitude de l'État russe envers le respect des droits d'un accusé et envers la liberté dont une économie doit pouvoir jouir.

→ **Comment expliquez-vous l'attitude si conciliante des dirigeants européens et même des milieux d'affaires européens dans l'affaire Ioukos?**

Cette attitude conciliante va très loin, puisque Dresdner Bank et ABN Amro ont soutenu la mise en Bourse, il y a quelques jours, de Rosneft, la société qui a volé les actifs de Ioukos.

Cette introduction en Bourse s'apparente à une nouvelle forme de blanchiment. Oui, c'est étonnant de voir comment les milieux d'affaires semblent ne pas avoir conscience du fait que Rosneft servira d'abord les objectifs politiques de la Russie avant les intérêts des actionnaires.

→ **Au fait, quels sont les objectifs politiques de la Russie?**

Je ne suis pas prophète. Cela dit, je ne pense pas que la Russie retournera au stalinisme. Néanmoins, il importe de savoir ceci: si le procès de Khodorkovsky n'est pas dénoncé par les grandes puissances et rapidement revu, cela sera comme un feu vert donné au Kremlin. Il sentira qu'il a les coudées franches pour exercer, au plan géopolitique, l'effet de levier que lui donnent ses immenses ressources énergétiques. Celles-ci cesseront de s'inscrire dans une logique de marché pour s'inscrire dans une logique de pouvoir. Voilà pourquoi l'affaire Khodorkovsky est si importante et pourquoi il faudrait que les Européens parlent

d'une seule voix pour réclamer sa révision.

→ **Ne parlent-ils pas d'une seule voix?**

Oh non! Pensez à Gerhard Schröder qui a traité directement avec son ami Poutine pour construire un gazoduc sous la Baltique. Mais il y a pire...

→ **Quoi donc?**

Nous allons très vite savoir, grâce à la Norvège, si le Kremlin parvient à diviser l'Europe pour mieux régner sur elle.

→ **La Norvège?**

Je comprends votre surprise, mais c'est grâce à ce pays que nous allons prendre la mesure de l'unité européenne face au Kremlin et de sa volonté de défendre une économie de marché. Pour comprendre l'importance de ce qui est en jeu, il faut savoir que, comme Vladimir Poutine l'a annoncé lors du sommet du G8, il compte sur le know-how des Norvégiens pour mettre en valeur les réserves d'une région de l'Arctique russe contenant d'énormes quantités de gaz

naturel, le Shtokman Field (3.6 milliards de mètres cubes qui seront envoyés sous forme de gaz naturel liquéfié vers l'Europe et les Etats-Unis). Les Norvégiens sont évidemment intéressés, on peut le comprendre. Mais si cet intérêt ne s'accompagne pas d'exigences concernant le respect des règles du marché, cette opération rendra l'Europe encore plus dépendante du Kremlin. Or, malheureusement, à ce jour, les Norvégiens sont restés silencieux.

→ **Une spécialiste de la Russie a récemment parlé de l'émergence d'une « énergocratie » en Russie.**

C'est évident. George Soros a souligné que la récente mise en Bourse de Rosneft ne profitera pas aux investisseurs car ils n'auront pas accès à une information claire sur cette compagnie. On ne saurait mieux dire que l'économie russe, pour tout ce qui concerne l'énergie, est au service du pouvoir du Kremlin, comme cela a d'ailleurs été mis parfaitement en lumière lors des récentes tensions entre la Russie et l'Ukraine. Mais ce virage s'est fait

avant l'affaire ukrainienne et avec l'arrestation de Khodorkovsky. Un précédent a été créé auquel, en Occident, on aurait dû prêter infiniment plus d'attention.

→ **Vous connaissez bien Khodorkovsky. Comment vit-il tout cela?**

Bien que j'aie été expulsé de Russie, je connais bien Khodorkovsky. Il n'a pas du tout essayé d'échapper à la justice russe. Au contraire, il est revenu dans son pays pour s'y battre contre l'arbitraire et dans l'espoir d'y voir le droit triompher. Il s'attendait à ce que son procès marque une évolution décisive dans le respect du droit et des investisseurs. Or, ce qui lui est arrivé démontre que c'est l'inverse qui est vrai. Son procès, qualifié de « politique » par l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, a marqué une régression inquiétante dans le respect des droits de l'homme, des actionnaires et de l'État de droit.

[j.marejko@agefi.com]

→ GÉOSCOPIE JAN MAREJKO

L'Irak, nous sommes très loin de savoir vraiment ce qui se passe dans ce pays

Le voyage du Premier ministre Nouri al-Maliki à Londres et à Washington est peut-être le prélude d'une amélioration décisive de la situation.

Le voyage du Premier ministre irakien, Nouri al-Maliki, au cours duquel il a rencontré, hier, à Londres, Tony Blair, et qui, aujourd'hui, lui permet d'avoir un entretien avec George Bush, soulève l'une des questions les plus pénibles, les plus controversées et finalement, les plus énigmatiques de toute l'histoire du journalisme. Que se passe-t-il en Irak? Jamais, sur un seul pays, nous n'avons reçu, pendant aussi longtemps, des informations aussi contradictoires. Pour un Antoine Basbous, par exemple, le bilan de l'intervention américaine est catastrophique et il y a quelques mois, dans une conférence donnée à Genève, il voyait juste, semble-t-il, en annonçant qu'aux attentats liés à la présence américaine, allaient succéder des attentats pro-

voqués par la haine croissante entre sunnites et chiites. Mais un Amir Taheri a un avis parfaitement opposé: pour ce vétéran du journalisme dans le monde arabe, les chances de voir l'Irak conquérir progressivement sa liberté et de réconcilier les communautés qui le composent sont substantielles. Prudent, il ne garantit rien, mais donne quelques chiffres impressionnants et, surtout, les inscrit dans une perspective historique (ce que pratiquement personne d'autre ne fait). Un seul exemple: en 1973, 1,2 millions d'Irakiens ont quitté le pays en six semaines, suite à un décret de Saddam Hussein légitimant l'expulsion de tous ceux qui n'avaient pas des ancêtres ottomans. A fin 2005, toujours selon Amir Taheri, c'est entre 1,2 et 1,5 millions

d'Irakiens qui étaient revenus dans leur pays. De nombreux camps avaient été ouverts pour accueillir ceux qui fuyaient le régime de Saddam. Aujourd'hui, ils se vident et certains, comme celui d'Ashrafiyah, ont été fermés.

Ce qui frappe, dans les informations que nous recevons sur l'Irak, est qu'elles ressemblent de plus en plus à des photographies. Autrement dit, les textes qui nous parviennent tentent de cerner ce qu'est l'Irak dans l'instant, sans jamais nous donner des repères historiques ouvrant l'espace d'un jugement sur ce qui se passe. C'est d'autant plus surprenant qu'à l'heure d'internet, les journalistes devraient pouvoir se sentir libres d'ouvrir un tel espace. Les faits,

comme par exemple le nombre de morts et d'attentats, sont immédiatement annoncés sur la toile. Pourquoi les reprendre tels quels dans un article? Pourquoi ne pas encourager les lecteurs à se former un jugement sur ce qui se passe dans ce pays martyr avec des comparaisons judicieuses ou, pour le moins, quelques rappels historiques. Par exemple, on aimerait voir les journalistes européens rappeler aux lecteurs ce qui s'est passé à la fin de la Deuxième Guerre mondiale sur le Vieux Continent. La fin de cette guerre n'a en aucune manière signalé la fin des victimes. Pour la seule France, l'épuration a fait au moins 50.000 victimes, peut-être 150.000... Or l'épuration ressemblait à ce qui se passe aujourd'hui en Irak avec un sem-

blable niveau de haine et d'exécutions sommaires. Des nouvelles en provenance de France en 1946, 1947 auraient pu nous faire conclure très facilement que ce pays allait basculer dans une terrible guerre civile entre communistes (très fortement soutenus par Moscou) et gaullistes. Autrement dit, une photographie, quelle que soit sa qualité, ne nous dit rien sur la nature et l'avenir d'un pays.

On peut même aller plus loin et montrer que plus une photographie est précise, plus elle nous empêche de porter un jugement. La raison en est simple: davantage de précision photographique signale une distance de plus en plus grande entre ce qui est photographié et la réalité, comme dans une

photo par satellite où l'on voit une automobile parquée devant un marché et qui ne sera plus lors du prochain passage du satellite au-dessus du même marché. En d'autres termes, on ne peut se tromper plus lourdement qu'en croyant suffisamment l'accumulation des faits pour accéder au réel. Cette accumulation, pour un pays comme l'Irak, ne permet pas de comprendre ce qui s'y passe, ni de prédire son avenir. C'est plutôt le contraire qui est vrai. Que ce pays ait un premier ministre et qu'il soit en train de rendre visite à des chefs d'Etat, pourrait être plus significatif que tous les rapports factuels sur les luttes entre clans, factions et communautés religieuses.

[j.marejko@agefi.com]